

CONCLUSIONS MOTIVÉES ET AVIS

Du lundi 15 décembre 2025

au samedi 17 janvier 2026

Enquête publique

relative au projet d'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Les Septvallons, présenté par la Communauté de communes du Val de l'Aisne



Commune de Longueval – Les Septvallons

Olivier COZERET
Commissaire enquêteur

RÉSUMÉ DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

❖ Projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU)

La présente enquête publique est relative au projet de PLU de la commune nouvelle de Les Septvallons, porté par la Communauté de communes du Val de l'Aisne (CCVA), compétente en matière de PLU et de documents d'urbanisme en tenant lieu depuis le 16 novembre 2023.

❖ Conduite de l'enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée dans les conditions réglementaires du lundi 25 décembre 2025 au samedi 17 janvier 2026, 12H00, soit pendant 33,5 jours consécutifs.

Quatre permanences ont été tenues les lundi 15 décembre 2025 de 9 heures à 12 heures, samedi 20 décembre 2025 de 9 heures à 12 heures, mardi 13 janvier 2026 de 14 heures à 15 heures et samedi 17 janvier 2026 de 9 heures à 12 heures en mairie de Les Septvallons.

Compte tenu des conditions météorologiques, la permanence initialement prévue le mercredi 7 janvier 2026 a été reportée au mardi 13 janvier 2026. Le public en a été informé à temps.

❖ Affichage réglementaire de l'enquête publique

Les mesures de publicité de l'enquête publique ont été correctement mises en œuvre par la municipalité de Les Septvallons, ainsi que par la CCVA, autorité organisatrice (affichages, publications légales dans la presse, communication directe aux habitants sur la page Facebook de la commune, le site Internet de la CCVA et sur l'application Panneau Poket,...).

❖ Respect des dispositions de la dématérialisation de l'enquête publique

Toutes les dispositions réglementaires liées à l'enquête dématérialisée ont bien été respectées : mise en ligne du dossier sur le site Internet de la CCVA, mise à disposition d'un poste informatique au siège de cette dernière, mise en place d'un registre dématérialisé et d'une adresse électronique dédiée pour que le public puisse déposer ses observations.

❖ Contenu du dossier mis à disposition du public

Le contenu du dossier d'enquête publique a été réalisé par le cabinet VERDI Conseil de Wasquehal (59). Il fait plus de 700 pages mais reste de lecture accessible. De nombreux tableaux de synthèse sont inclus dans l'arrêt de projet du PLU. Les bilans de la concertation préalable et de la consultation des personnes publiques associées sont annexés. Le public pouvait ainsi aisément appréhender les objectifs et orientations du projet de PLU, leurs traductions graphiques ou réglementaires et mesurer les différents enjeux en terme d'environnement.

❖ Modes d'expression du public pendant l'enquête publique

Le public pouvait, au cours des 33,5 jours d'enquête publique, s'exprimer au travers des moyens mis à sa disposition pour y déposer ses observations et s'exprimer sur le projet (2 registres papier en mairie et au siège de la CCVA, adresse électronique dédiée, registre dématérialisé, courriers pouvant être adressés au commissaire enquêteur). Au total 20 observations ont été déposées dont 4 sur le registre papier déposé à la mairie de Les Septvallons, 4 par mail, 3 par courriers, 2 sur le registre numérique et 7 par oral, lors des permanences.

CONCLUSIONS MOTIVÉES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

❖ Avant-propos

Les conclusions qui suivent portent sur l'élaboration du premier document d'urbanisme synthétique de la commune nouvelle de Les Septvallons. Celle-ci est en effet issue de la fusion, en 2016, de 7 communes. Or, 2 communes déléguées, Glennes et Longueval-Barbonval, disposent déjà d'un PLU adopté avant cette-ci. Par ailleurs le Conseil communautaire a prescrit, en 2024, l'élaboration d'un PLU intercommunal valant Plan Local de l'Habitat (PLH) sur les 57 communes de la CCVA. L'élaboration du PLU de la commune de Les Septvallons est en conséquence une phase transitoire dans la mise en œuvre du projet de territoire intercommunal.

❖ Sur la participation active du public lors des permanences en mairie

La participation des habitants de Les Septvallons a été relativement importante. 15 personnes se sont présentées aux permanences. 20 observations ont été recueillies, dont 11 lors de ces dernières. 290 consultations ont été recensées sur le registre dématérialisé.

Une partie des contributions portent sur des demandes ne faisant pas l'objet de l'élaboration d'un PLU (opposition au renouvellement du parc éolien de Perles, critiques sur la méthanisation et les centrales solaires photovoltaïques, classement de vignes en appellation d'origine contrôlée « Champagne »,...).

Pour d'autre une suite favorable ne peut être donnée, s'agissant de parcelles classées en zone A (Agricole) ou N (Naturelle), dont le classement en zone constructible se ferait en zone non urbanisée ou dont le règlement n'autorise pas les constructions non agricoles. Les autres objet de demande de modification sont acceptables.

En conclusion, l'enquête publique a mobilisé les habitants de Les Septvallons. Un réel intérêt pour la sauvegarde de leur cadre de vie et la concertation préalable menée depuis 2022 expliquent cette mobilisation. Ils avaient d'ailleurs exprimé à cette occasion le souhait de pouvoir consulter les documents du PLU avant son adoption.

❖ Sur la prise en compte des enjeux environnementaux

Les Septvallons sont marqués par les paysages du plateau agricole du soissonnais au Sud, des coteaux boisés, qui bordent ce dernier au centre, et de la vallée de l'Aisne avec ses étangs au Nord. Les villages sont implantés en contrebas des coteaux boisés ou dans la plaine alluviale. Des marais ou des zones à dominante humide occupent le fonds des vallons.

Il n'y a pas de site Natura 2000 sur la commune mais 2 Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristiques (ZNIEFF) de type 1, 2 Espaces Naturels Sensibles (ENS) et 3 réservoirs de biodiversité (sites d'hibernation de chauves-souris).

Les surfaces boisées existantes sont maintenues intégralement, afin de permettre de conserver le couronnement végétal des villages et d'assurer la stabilisation des talus. Certains boisements sont protégés en Espaces Boisés Classés (EBC).

Une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) thématique Trame Verte et Bleue (TVB) est créée afin de préserver du mitage et des continuités urbaines les milieux naturels remarquables (ZNIEFF, ENS,...) et leur réseau de corridor garants du bon fonctionnement écologique du territoire (EBC, étangs, marais, lit mineur de l'Aisne,...).

Dans les zones urbaines (U) ou à urbaniser (AU) des dispositions relatives à la qualité architecturale et paysagère des nouvelles constructions ou des extensions ont été définies afin d'assurer leurs insertions dans le tissu existant.

Enfin, le dispositif réglementaire prévoit également la protection de certains éléments remarquables du petit patrimoine rural (calvaires, lavoirs, pigeonniers, murs de clôture,...).

En conclusion, la collectivité a pris tant dans les documents graphiques que dans le règlement du PLU, toutes les dispositions pour protéger le patrimoine paysager et architectural, porteur de l'identité territoriale et pour préserver les milieux naturels. La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France n'a d'ailleurs émis aucune observation sur l'évaluation environnementale réalisée par le cabinet VERDI Conseil conformément à la séquence ERC (éviter, réduire, compenser).

❖ Sur la prise en compte des risques naturels

Les communes déléguées de Révillon et Villers-en-Prayères sont concernées par le risque d'inondation par débordement et remontée de nappe de l'Aisne. Par ailleurs des cartes recensant les sites possédant un potentiel risque de mouvement de terrain, de présence de cavités souterraines, de remontées de nappe et de retrait-gonflement des argiles ont été élaborées.

Les implantations futures des secteurs résidentiels et d'activités ont soigneusement évité ces secteurs classés en N.

En U et AU des secteurs « zh » précisent les zones à dominante humide où des préconisations développées dans le règlement s'appliquent aux projets de construction ou d'extension.

En conclusion, la collectivité a intégré les risques naturels et les zones humides dans les réflexions sur les implantations futures des secteurs résidentiels et d'activités afin de limiter l'exposition de la population ou d'inciter à des mesures de protection.

❖ Sur le soutien à l'activité agricole, pilier de l'économie locale

Les terres agricoles et notamment celles à forte valeur agronomiques sont préservées de toute urbanisation par un classement en zone A stricte avec un secteur « Av » pour les vignes.

Un régime d'autorisation d'occupation des sols a cependant été instauré au sein de cette zone pour faciliter le développement des exploitations, favoriser la reconversion du bâti ou la diversification des activités (agrotourisme, ventes directes,...).

La suppression de 2 emplacements réservés inscrits pour la création d'accès piétonniers sur des parcelles classées en zone A, à Glennes, et la classification en : « *bâtiments agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination* » d'un corps de ferme, à Vauxcéré, répondent à ces objectifs.

Par ailleurs, 6,4 ha de zones AU, qui étaient inscrits dans les PLU de Glennes et de Longueval-Barbonval ont été reclassés en zone A.

En conclusion, la collectivité a pris les mesures adéquates pour préserver de l'urbanisation les terres agricoles et faciliter le développement des exploitations ou la diversification des activités.

❖ Sur le choix du zonage

L'une des orientations fixées par les élus de Les Septvallons dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) était de : « *promouvoir un développement urbain économe en foncier permettant de préserver les espaces agricoles et naturels* ».

La commune étant à dominante agricole, c'est tout naturellement que l'on retrouve plus de 73 % de sa superficie (3811 ha) classée en zone A. On retrouve ensuite près de 25 % de zone N. Les zones U et AU ne représentent que moins de 2 % dont 1,77 % déjà urbanisée.

En conclusion, la collectivité a établi un zonage, qui traduit sa volonté de limiter l'étalement urbain.

❖ Sur la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF)

La CCVA a pris en compte les observations de la Direction départementale des territoires (DDT) de l'Aisne, qui avait émis un avis défavorable au projet de PLU : « *en raison d'une estimation des besoins en logement trop ambitieuse entraînant une consommation d'espaces naturels, agricoles et forestier excessive et supérieure à l'enveloppe du SRADDET* ».

La projection de croissance démographique a été réduite à un niveau intermédiaire de +0,5 % par an. La population cible sera alors de 1289 habitants en 2035. Afin d'atteindre cet objectif compte tenu du desserrement des ménages (2,55 h/log), la construction de logements supplémentaires a été estimée à 54.

45 logements pourront être réalisés sur des terrains en dents creuses dans le tissu existant. 9 devront en conséquence être produits dans les surfaces en extension pour l'habitat. En appliquant la densité fixée par le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Val de l'Aisne de 20 logements par hectare, 0,45 ha sera donc nécessaire.

En sus pour renforcer le dynamisme économique de la commune, il est prévu d'aménager une zone artisanale de 0,8 ha au Sud de Merval et d'autoriser, par l'inscription en zone N de 2 Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL), le développement de 2 projets touristiques privés, sur les étangs de Villers-en-Prayères.

Les surfaces en extension pour l'habitat et l'activité mobilisées pour répondre à ces objectifs sont de 0,42 ha en 1AUA, 0,8 ha en 1AUE et 0,8 ha pour les 2 STECAL

Au final, la consommation d'ENAF du PLU s'inscrit dans l'enveloppe de 2 ha maximum à l'horizon 2031, calculée en novembre 2024, dans le cadre de la modification n°1 du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) des Hauts de France, pour atteindre l'objectif inscrit dans la loi dite Climat et Résilience du 22 août 2021 de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en 2050.

AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Après avoir :

- vérifié la complétude du dossier d'enquête publique,
- étudié et analysé les éléments du dossier,
- constaté le respect des mesures d'affichage et de publicité,
- tenu douze heures de permanences en mairie de Les Septvallons,
- vu pendant l'enquête publique l'intérêt du public porté à la sauvegarde de son cadre de vie,
- échangé régulièrement avec les élus , le cabinet VERDI Conseil et le responsable du pôle urbanisme et aménagement de la CCVA,
- porté un regard attentif sur les incidences positives du projet sur l'environnement,
- acté de la prise en compte par la CCVA des observations des personnes publiques associées,

j'émet un **AVIS FAVORABLE** au projet d'élaboration du PLU de la commune de Les Septvallons.

Fait à Laon, le 12 février 2026

Le commissaire enquêteur



Olivier COZERET